



PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
Section de Saint-Martin-d'Hères, Gières, Poisat, Venon, St-Martin-d'Uriage

NON à la fermeture de la Poste, place de la République

Toujours suivant la logique de profit accru par la réduction des services publics et du personnel. La direction de La Poste a décidé de fermer en février 2015 notre bureau de poste de la « Croix Rouge », place de la République.

Après sa décision de transférer les facteurs de Saint-Martin-d'Hères à Eybens, c'est une attaque de plus contre le service public de la Poste dans notre commune. Communistes, nous aimons rappeler qu'un service public doit avoir comme principal objectif de répondre au besoin des populations et non d'appliquer les règlements de l'Union européenne : marchandisation, concurrence et privatisation, le ministre de tutelle de La Poste semble l'avoir oublié, un certain Arnaud Montebourg (voir tout en bas).

Nous nous opposons à cette décision et comme nous l'avons fait lors du transfert du centre de distribution postal à Eybens, nous appelons les usagers et les agents de la Poste à lutter contre cette fermeture annoncée et à signer la pétition ci-dessous.

Tous les jours, ce sont plus de 200 personnes qui fréquentent le bureau de poste de la « Croix Rouge » : qui répond bien au besoin de la population martinéroise. Il n'y a donc aucune raison objective de le fermer. Anticipant cette fermeture programmée à février 2015, cette même direction annonce déjà à ses agents qu'ils seront mutés à la poste du domaine universitaire, celle du 8 mai 1945 (Renaudie) ou encore celle de Gières.

Les contre-vérités de la Poste pour justifier la fermeture du bureau de la « Croix rouge » :

Pour démanteler les 17 000 bureaux de poste de pleins exercices effectuant toutes les opérations postales dans notre pays, la direction de la Poste a commencé à fermer ceux des zones rurales en raison d'une « soi-disant trop faible densité de population ». A ce jour, il n'en reste plus que 10 000.

A Saint-Martin-d'Hères, deuxième ville du département, l'argument sera difficile à tenir.

C'est pourquoi la direction de la Poste invoque d'autres arguments : « les locaux de la place de la République seraient trop vétustes et il n'y aurait pas d'autres locaux plus modernes à proximité ».

Ce qu'elle oublie de dire, c'est qu'elle a refusé des améliorations comme par exemple l'aménagement du quai de chargement pour la sécurité de ses agents et leurs conditions de travail. Ce qu'elle oublie de dire encore, c'est que dans le cadre de l'aménagement du quartier Neyrpic, à proximité de la Poste actuelle, des locaux neufs de 300 mètres carrés seront disponibles prochainement pour La Poste.

Les solutions inacceptables de la Poste pour remplacer le bureau de la « Croix Rouge » :

Elle voudrait nous envoyer chercher nos colis et nos recommandés chez un commerçant du quartier qui accepterait de tenir un **relais postal**. Ce serait une poste au rabais, ce que par avance nous récusons.

Ou encore, elle envisagerait de faire financer une **Agence postale communale** par le budget de la ville de Saint-Martin-d'Hères. Ce que nous refusons également car la municipalité n'a pas à se substituer à la Poste pour remplir sa mission de service public.

Ce serait d'autant plus inacceptable, que La Poste engrange chaque année quelques 700 millions d'euros de remboursement

de 6% des salaires de ses agents dans le cadre du Cice (Crédit impôt compétitivité emplois). Et qu'avec des recettes de 11 milliards d'euros sur les six premiers mois de l'année 2013 et un résultat d'exploitation de près de 500 millions d'euros, la Poste n'est pas dans le besoin !

Ce qui est clair pour nous, c'est que la direction de La Poste ne cherche qu'à gonfler ses profits au maximum pour préparer sa future privatisation comme à France télécom... Pour cela elle doit supprimer les bureaux de poste et des emplois.

Les usagers ont tout à perdre, dans les conditions d'accueil et de confidentialité. L'envoi de recommandés, les retraits plus importants et nombre d'opérations plus pointues ne seront plus réalisables. Quelle dégradation du service public !

Avec des services postaux au rabais, la Poste se débarrasse de son personnel qualifié avec un transfert de ses coûts aux collectivités publiques avec « l'agence postale communale » ou avec le « relais postal » elle permet à un commerce de capter plus de clients et une redevance, en intensifiant encore le travail des employés du commerce.

Pourtant le ministre de tutelle de la Poste est un certain Arnaud Montebourg. Jusqu'en 2012, de campagne électorale en campagne électorale, le député PS était intarissable quand il s'agissait de défendre les bureaux de Poste. En 2009, il s'est approprié bruyamment le succès de la « votation » contre la transformation de la Poste en société anonyme développée par la droite et Sarkozy. Sur son blog, on retrouve un texte, sans doute de 2005, intitulé : « La Poste dans la tourmente libérale ». Ceux qui auraient pu se faire des illusions sur le politicien, voient aujourd'hui que ces logiques ne « s'affrontaient » que dans les mots, et non dans les actes. Ce qui n'empêche pas de rappeler Montebourg à ses propos passés et lui souligner qu'il applique aujourd'hui une politique de droite !

Nous, communistes, continuons de militer pour la réunification de toutes les branches de la société anonyme la Poste, c'est-à-dire le courrier, le réseau et la banque postale. Nous militons aussi pour la re-nationalisation démocratique de la Poste dans le cadre d'un monopole public postal du courrier. Nous militons également pour que la banque Postale (ex-CCP) reste la banque publique au service de tous les usagers.

Dans le même temps, c'est une nouvelle organisation des bureaux que nous impose la Poste.

A partir de cette année, une nouvelle organisation de l'accueil des usagers est déjà effective à Eybens, demain ce sera à Échirrolles et à SMH, à la poste du 8 mai 1945 avec la pseudo rénovation de celle-ci.

Une réorganisation nommée ESCI : Espace Service Client Intégral qui correspond à une robotisation de tous les services, pour par exemple retirer de l'argent ou en déposer sur son compte postal. Les postiers n'auront plus le droit, ni la possibilité de le faire depuis un guichet.

IL N'Y AURA PLUS DE GUICHET !

Ceux qui n'ont pas de carte bancaire, par choix ou par obligation devront retirer une carte bancaire temporaire pour faire leurs opérations bancaires suivant une procédure compliquée en 4 étapes. **Merci LA POSTE !**

La direction de La Poste n'hésite pas à dire que les usagers doivent être autonomes et qu'ils ne doivent plus faire perdre leur temps aux postiers ! Évidemment puisqu'elle veut liquider son personnel qualifié pour privatiser !

Toujours avec l'objectif de privatisation, La Poste veut faire de la banque postale une banque comme les autres et obliger les travailleurs et retraités avec des ressources modestes et moyennes à aller ailleurs ou à se débrouiller autrement, on ne voit pas comment !

Nous constatons la dégradation que nous annonçons de la distribution du courrier à Saint-Martin-d'Hères : Nous continuons à militer pour un retour du centre de distribution dans la 2ème ville du département !

Nous, communistes, faisons tout pour faire converger dans l'Isère la lutte des postiers et des facteurs de SMH, d'Eybens, de Fontaine, de Villard-Bonnot, etc... (contre les fermetures de centres de distribution ou de postes). Tous les postiers sont concernés par la dégradation du service public et des conditions de travail. Les ruptures politiques ne seront possible, aujourd'hui, que par les luttes.



PÉTITION

Les soussignés exigent des directeurs de la Poste toutes branches confondues :

- ✘ Le maintien du bureau de Poste de la « Croix rouge », place de la République.
- ✘ L'abandon de la réorganisation, automatisée dénommée ESCI qui cassera encore plus le service public que nous doit la direction de La Poste.
- ✘ Le retour du service de la distribution du courrier à la poste du 8 mai 1945.
- ✘ Le développement du service public par des créations d'emplois statutaires (titularisation des précaires) et toutes mesures positives sur les conditions de travail de tous les agents.
- ✘ L'arrêt du processus de l'Union européenne de marchandisation, de concurrence et de privatisation.
- ✘ La réunification des branches courrier, réseau et banque postale, le rétablissement du statut public de la Poste et de son monopole public de la distribution du courrier.

Nom - Prénom	Adresse	Mail	Signature

Depuis le départ des facteurs à Eybens, ils peinent à distribuer le courrier dans toutes les boîtes aux lettres. Celui-ci arrive souvent à J+2 ou J+3. Dans certains quartiers, le courrier n'est distribué que tous les 3 jours ! Les recommandés et les colis sont aussi difficiles à récupérer. Les facteurs n'ont plus le temps de les présenter.

La presse a révélé les consignes données pour arrêter la vente des timbres rouges correspondant au courrier prioritaire :

Les TGV de La Poste assurant le transfert du courrier express vont être supprimés et vendus. Les timbres « verts » correspondant à un délai théorique de 2 jours sont généralisés. Ils sont déjà au prix des « rouges » d'il y a trois ans. Ils devraient augmenter de 20 % d'ici 2018. Il faudra donc payer plus cher pour recevoir son courrier seulement deux ou trois fois par semaine alors que la publicité distribuée dans nos boîtes arrive tous les jours !

C'est cette logique du profit, de la privatisation rampante et de la destruction méthodique du réseau postal dans tout le pays que dénoncent depuis des années les communistes de Saint-Martin-d'Hères.
(voir tous nos articles sur notre site www.pcf-smh)

Il ne se passe pas une semaine sans qu'une mobilisation ne se construise dans un village ou un quartier d'une ville pour empêcher la fermeture d'un bureau de poste. De même, les facteurs, avec le soutien des usagers, multiplient les actions et les grèves contre les « réorganisations » destructrices des tournées pour l'emploi et le service public.

Nous ne sommes pas isolés ! C'est pourquoi nous devons désormais construire un mouvement d'action nationale pour la défense de la Poste.